

# **Discours du Président de la Commission de l'Union africaine**

**Excellence, Mr Joao Lourenco ,  
Président de l'Angola  
Président en exercice de l'Union Africaine**

**Excellences Messieurs les Chefs d'État, de  
Gouvernement, et de délégations.**

**Excellences, Mesdames et Messieurs,**

Ce Sommet se tient à un moment charnière pour notre continent.

L'Afrique entre dans une phase nouvelle de son histoire .

Celle d'un continent qui refuse d'être défini par ses fragilités, et qui affirme sa capacité à financer, planifier et conduire sa propre transformation.

Le thème de ce Sommet — le financement des infrastructures — n'est pas un sujet technique.

Il est profondément **politique et stratégique**.

Nous sommes en mesure de bâtir des infrastructures modernes, interconnectées et durables.

Notre souveraineté économique, notre compétitivité et, en définitive, notre unité en dépendent.

## **Excellences,**

Les chiffres sont connus : pour combler son déficit, l'Afrique doit investir **au moins 130 milliards de dollars par an** en infrastructures.

Aujourd'hui, l'écart de financement dépasse **90 milliards de dollars** chaque année.

Ce retard freine notre industrialisation, et fragilise nos chaînes logistiques.

Le commerce intra-africain stagne à **moins de 16 % de nos échanges totaux**, contre plus de **60 % en Europe** et **55 % en Asie**.

Mais ce déficit n'est pas seulement financier.

Il est aussi **institutionnel, stratégique et politique**.

Il traduit l'urgence de repenser nos modèles de développement, d'intégration et de financement.

Depuis plus d'une décennie, le **Programme de Développement des Infrastructures en Afrique (PIDA)** a montré ce que nous pouvons accomplir lorsque nous agissons ensemble.

Grâce à lui, nous avons réalisé :

- Plus de 16 000 km de routes transcontinentales,
- Près de 4 000 km de voies ferrées,
- Plus de 3 500 km de lignes électriques,
- Et un accès accru à l'énergie pour **plus de 30 millions d'Africains.**

Ces progrès sont la démonstration que l'intégration africaine n'est pas un rêve, mais une méthode.

Mais pour accélérer cette dynamique, nous devons changer d'échelle et de logique.

Le **PIDA PAP 2 (2021–2030)** mobilise déjà **69 projets structurants**, pour plus de **160 milliards de dollars** d'investissements programmés — dont **60 %** dans les transports, **30 %** dans l'énergie, et le reste dans les TIC et la gestion de l'eau.

Ces projets sont la colonne vertébrale physique de la Zone de libre-échange continentale africaine.

Ils relient nos ports, nos corridors, nos bassins agricoles et nos pôles industriels — donnant corps à l'idée d'un marché africain intégré et compétitif.

## **Excellences,**

Nous devons désormais bâtir un écosystème africain du financement du développement, fondé sur quatre leviers complémentaires :

- La mobilisation accrue des ressources intérieures, à travers des réformes fiscales ambitieuses et des investissements publics productifs ;
- La valorisation de nos fonds souverains et des retraites africaines, dont les actifs dépassent aujourd'hui 350 milliards de dollars ;
- L'usage innovant des instruments de garantie et de financement mixte, pour réduire le coût du capital de 20 à 30 % ;

- L'accès accru aux financements climatiques mondiaux, qui pourraient couvrir jusqu'à un quart de nos besoins énergétiques.

L'Union africaine, l'AUDA-NEPAD et la Banque africaine de développement jouent déjà un rôle moteur.

Le PIDA Quality Label, le Service Delivery Mechanism, et le NEPAD Infrastructure Project Preparation Facility ont permis de soutenir plus de 40 projets transfrontaliers et de mobiliser plus de 200 millions de dollars pour leur préparation.

Des initiatives emblématiques, telles que le corridor Abidjan–Lagos ou le corridor du Lobito, montrent qu'un partenariat équilibré entre l'Afrique, l'Europe et les États-Unis peut soutenir la connectivité continentale et renforcer notre position dans les chaînes de valeur mondiale.

## **Your Excellencies,**

Beyond financial instruments, what we must strengthen is our collective coherence.

External financing remains useful, but it cannot — and must not — be the driving force of our development.

We must move from a logic of assistance to a logic of alliance, where partners align their engagement with priorities defined by Africa itself.

In a global context marked by geopolitical fragmentation and the relocation of value chains, African integration has become a condition of strength.

If we do not master our own corridors, resources, and networks, others will do so in our place.

Faced with the gradual disengagement of some traditional partners, our African solidarity must become our strategic safety net.

That is why I propose that this Luanda Summit be remembered as a political turning point, leading to:

- The launch of a Continental Pact for the Financing of African Infrastructure, built on three essential pillars:
- A strong political commitment by Member States to align national priorities with continental corridors;

- A structured mobilization of the African private sector, as a central actor of transformation;
- A coordinated and substantial access to global climate financing, notably through the Alliance for Green Infrastructure in Africa (AGIA), which could mobilize more than 500 million dollars in its first phase.

Yes indeed, What we are building here are not merely roads and bridges.

We are building an Africa that is connected, confident, and sovereign — capable of asserting itself as a pole of balance and creativity in the world to come.

Because, ultimately, the true issue of financing is not money — it is trust: trust in our institutions, in our capacities, and in our shared destiny.

May this Luanda Summit mark a new momentum — that of an Africa investing in itself, believing in itself, and speaking with one voice to build the continent we wish to bequeath to future generations.

Thank you.

